

Office national du film La traversée du désert

Marie Cadieux

Numéro 81, mars 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/42344ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Cadieux, M. (1995). Office national du film : la traversée du désert. *Liaison*, (81), 10–12.

OFFICE NATIONAL DU FILM

La traversée du désert

Coupures et compressions budgétaires sont désormais des mots à la mode. Cela inquiète nos cinéastes qui craignent que l'ONF y goûte amèrement. Qu'en pense le directeur général du programme français de l'Office ?

ENTREVUE RÉALISÉE PAR MARIE CADIEUX

PHOTO : MYLÈNE MOISAN, L'EXPRESS DE TORONTO

*J*e longe les couloirs de l'ONF à Montréal et je me sens bien seule. Ces deux dernières années j'y ai vécu certains des moments les plus intenses de ma vie professionnelle. Contractuelle de mon état, nomade donc, j'ai envers les oasis du parcours la fidélité d'une carmélite. Radio-Canada, Théâtre Action auront été de ces terres d'accueil, mais le labour le plus fertile pour moi aura sans doute été l'Office national du film. Alors l'aridité que je perçois à l'instant, le sable qui me pique la gorge, d'où souffle-t-il ? À la fois de mon psyché et des murs de l'institution. Picotement chez moi parce que *À double tour* (film que j'ai réalisé pour l'ONF) a été décrié par la direction; et souffle aride sifflant des murs institutionnels parce que cet oasis auquel je crois est sujet en ce moment à un assèchement progressif de ses budgets. De plus, une bonne part de la presse montréalaise et certains anciens bédouins de la boîte semblent vouloir hâter cet ensablement. C'est tout le contraire de ma destination; je ne me veux pas l'esprit revancharde et j'ai accepté cette petite mission de bonne foi. Je presse donc le pas et j'arrive au bureau de la direction.

— Bonjour !

— Bonjour Marie, je suis avec toi dans deux minutes.

Claude Bonin, directeur général du programme français de l'Office national du film du Canada est en fonction depuis janvier

1994. Il a dû gérer d'importantes compressions budgétaires. Son franc-parler et certaines de ses décisions ont causé des remous. Ce grand patron qui, dans les premiers temps de son «règne», a jugé à l'emporte-pièce la production du Centre ontarien, est tout de même le premier directeur général de l'Office avec lequel la Nouvelle Assemblée des cinéastes franco-ontariens dialogue. Ce qui me convainc une fois de plus que l'essentiel des rapports humains se trouve toujours à la croisée des contradictions. Claude Bonin a accepté de s'entretenir avec Liaison sur l'avenir de l'ONF (à noter que la rencontre a eu lieu avant le dépôt du budget fédéral par le ministre Paul Martin).

— Vu de l'extérieur (critiques dans les journaux, désaveux de cinéastes connus, Denys Arcand par exemple) on pourrait croire que de toutes les institutions fédérales menacées par les divers scénarios de coupures budgétaires, l'Office national du film soit celui des bateaux qu'on ait décidé de laisser couler...

— Je ne pense pas. Les coupures sont effectuées *across the board* sur l'ensemble des programmes du ministère du Patrimoine canadien. L'Office est tellement un petit joueur; Radio-Canada est à 1,3 milliards et nous à 81 millions. Mais chose certaine, si le gouvernement décide de privilégier Radio-Canada, les autres organismes (Téléfilm, le Conseil des Arts du Canada, l'ONF, le Centre national des arts) risquent de manger une grosse claque.



— Le positionnement se fait donc par rapport à Radio-Canada ? À lire les journaux (les réactions au Rapport Secor entre autres) on croirait plutôt que le tiraillement se situe entre les attributions de Téléfilm et celles de l'ONF.

— On entend parler d'un tas de choses et il est évident que le gouvernement doit réfléchir à sa politique culturelle. On peut comprendre que le gouvernement se pose des questions : pourquoi faut-il payer deux gestions distinctes et deux conseils d'administration, par exemple ? Les conclusions viendront l'an prochain avec l'élaboration d'une nouvelle politique culturelle, mais j'aurais préféré pour ma part que les deux exercices se fassent en même temps — gestion des compressions et examen de la politique — mais, enfin...

— Cette multiplication est sûrement lourde à porter, mais ce qui m'apparaît encore plus débilant, c'est que, bien qu'il faille réduire le déficit, le fait-on de la bonne façon ? Réduire le budget de la Défense nationale serait peut-être moins dommageable...

— Un pays sans culture est un pays sans âme...

— Cette âme prend forme dans les images des artistes et ce qui m'inquiète surtout, c'est que les créateurs ne sont pas invités à y aller de leurs réflexions dans ces exercices de coupures et de redéfinition. Ils ne l'ont pas été pour le Rapport Secor...

— En tout cas personne au niveau du documentaire !

— À l'ONF, consultez-vous les créateurs ?

— Là, c'est une autre paire de manches. C'est complexe ici, il y a beaucoup de monde. L'an dernier, au niveau de nos frais fixes, (je ne parle pas de l'argent de production), 93 % de ces frais au programme français représentaient du monde. Consulter des gens que tu vas couper, c'est comme délicat ! Il y a eu des rencontres avec l'atelier des cinéastes; on discute jusqu'à un certain point.

— Je m'étonne du niveau de critique au Québec à l'égard de l'ONF. Si les créateurs ne soutiennent pas la boîte qui est en principe le lieu privilégié de réflexion...

— J'ai souvent remarqué que la plupart des gens qui sont pour ne se prononcent pas. Je pense qu'il y a plus d'appui au Canada anglais pour l'Office en tant qu'institution nationale. Les cinéastes-pigistes au Canada français voient les gens d'ici comme une bande de privilégiés. Il y a une certaine hargne et la hargne est un facteur.

— Pour ma part, je sens au Canada français une volonté beaucoup plus grande qu'à Montréal de maintenir la capacité de pro-

duction de l'ONF. L'organisme est apprécié et valorisé à la fois par le grand public des régions, par les producteurs et par les créateurs des régions.

— Je peux juste être d'accord avec ça !

— Je crois que les appuis sont là et, d'ailleurs, dans sa réponse au Rapport Secor, l'Office fait abondamment référence à sa présence régionale, à l'originalité de cette démarche. Allez-vous continuer à miser sur la présence des studios régionaux ?

— Oui. Dans les premières coupures, notre mot d'ordre était de privilégier la capacité de production. Au prochain tour, ça va être la même chose. Il faut absolument produire un volume de film raisonnable. Je sais que les gens de l'Ouest voudrait retrouver l'enveloppe

d'antan et un producteur à eux, ce qui a été retiré il y a quelques années, mais on ne peut pas arriver à ça si notre enveloppe de 80 millions tombe à 60 millions. Avec 25 % de notre budget, on ne peut pas aller chercher d'autres territoires.

— Mais spécifiquement, est-ce que les régions existantes (Ontario et Acadie) demeurent une priorité ?

— Oui.

Il y a déjà quelques mois que j'ai résolu que ce directeur n'était pas l'ennemi de la production ontarioise. Mais ce oui semble franchir ses lèvres difficilement.

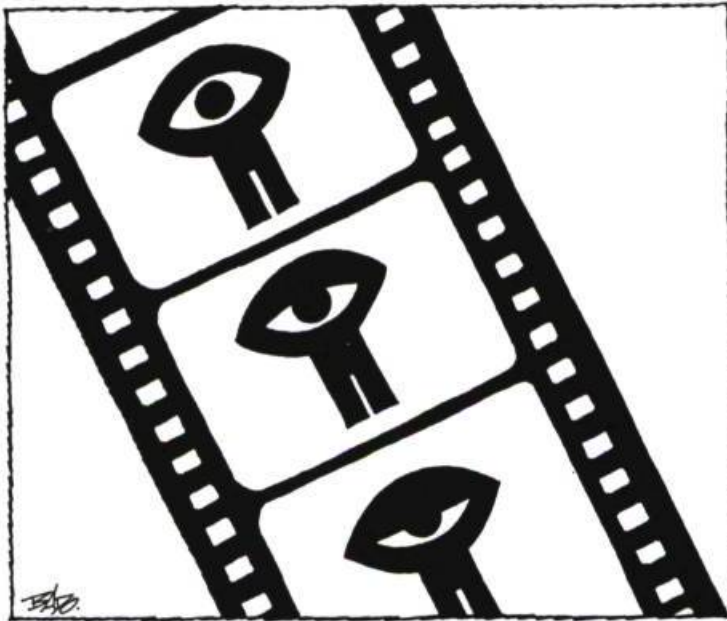
— Quand vous consultez au niveau des coupures, je pourrais

imaginer des pressions à l'interne pour éliminer la production ontarioise. Au niveau des syndicats, par exemple, puisque vous parlez essentiellement de coupures de personnel et que tous ces gens-là sont à Montréal et pas dans les studios régionaux...

— Il faut savoir que les règles du jeu, ici, sont de nature syndicale. Les créateurs ne sont pas regroupés en association mais bien en syndicat; c'est cette *game-là* qu'il faut jouer. Pour ce qui est des régions, le problème pour moi, c'est d'avoir un volume de production significatif et les autres organismes (Téléfilm Canada et surtout la Société de développement de l'industrie du film de l'Ontario) ne jouent pas leurs rôles auprès des francophones hors Québec. Comment alors l'argent de l'ONF peut-il avoir un effet multiplicateur ?

— Mais dans les projections de coupures, vous n'avez pas justement prévu cesser les coproductions ?

— Du côté de la fiction, oui. Nous nous retirons complètement de la fiction. Pour ce qui est du documentaire, c'est à voir, surtout dans les régions. Mais il faudrait que les autres organismes de financement de l'industrie audio-visuelle réservent de l'argent pour les



CARICATURE DE BADO, *Le Droit*

propositions franco-ontariennes et acadiennes. Vous verriez alors les producteurs et les projets surgir. Si les autres intervenants refusent de jouer avec les francophones, alors on devrait se dire, à l'ONF, qu'on est les seuls participants, qu'on ne niaiera pas avec l'argent de

Explorations dans les Arts

Explorations offre des subventions de projet pour soutenir des démarches artistiques innovatrices et assurer le développement et le renouveau dans les arts. Les subventions sont destinées à la création de nouvelles oeuvres dans toutes les disciplines artistiques issues de toutes traditions culturelles. Elles peuvent servir aux diverses étapes d'un projet : recherche, développement, création, production et/ou présentation.

Sont admissibles les artistes de la relève, les nouveaux organismes artistiques et les artistes établis qui changent de discipline.

Marche à suivre : au moins un mois avant la date limite du concours, soumettre une brève description du projet et un curriculum vitae de la personne responsable. Les organismes doivent aussi joindre un résumé de leurs activités passées. Des formulaires de demande seront envoyés aux candidats potentiels.

Dates limites : 15 janvier, 15 mai et 15 septembre

Évaluation : par des jurys multidisciplinaires régionaux composés d'artistes professionnels. Les résultats sont annoncés environ quatre mois après la date limite.

Renseignements : Programme Explorations, Conseil des Arts du Canada, C.P. 1047, Ottawa (Ontario) K1P 5V8.
Télécopieur : (613) 566-4408.



Conseil des Arts du Canada
The Canada Council

la coproduction. Réalisons plutôt un plus grand nombre de films maison; ne mettons pas nos énergies à développer des producteurs régionaux mais bien des réalisateurs, des techniciens. Ce sont les deux voies possibles; le milieu et l'ONF doivent y réfléchir. Cernons les faits et entendons-nous dessus. Nous essayerons de construire ensuite.

— Construire avec des pigistes ? L'Office n'embauche plus de permanents. Pourtant, la grande capacité de l'ONF et son originalité aussi, c'était le temps de réflexion, la recherche, le risque et la signature d'auteur que pouvait assurer la permanence. Là, je joue vraiment à la journaliste. À mon avis, la permanence équivaut à la sclérose garantie, mais par ailleurs, pour un réalisateur-pigiste, le dilemme est cruel. Se mouiller, s'engager pour sa communauté, risquer de nuire à sa relation d'affaire avec le producteur dont dépend son gagne-pain ?

— Je vais me faire haïr, mais création et permanence, ce n'est pas une bonne équation. On pourra toujours avoir des contrats de trois à cinq ans et réévaluer après. Et je vois ça pour tout le monde. Du côté des archives, des postes comptables, il faut une certaine stabilité, mais pour les producteurs, les cameramen, les directeurs de programmes, tous les postes qui sont *project-driven* pourraient être contractuels.

Être performant, innovateur pendant vingt-cinq ans, c'est difficile à soutenir dans la même boîte. En création, il faut qu'il y ait des échéances et des enjeux.

— Mais qui va déterminer ces enjeux ? Qui va insuffler la vision ?

— Nous sommes passés d'une vision collective à une vision individualiste. Il faut y revenir. — Vision collective... vision de pays sans doute ?

— Le pays est à redéfinir, il n'y a pas de doute. À partir du moment où chacun s'est retrouvé chacun pour soi à l'ONF, on a perdu l'échange, la dynamique. Le seul élément qui reste dans ce sens, c'est le studio d'animation. On y sent une entraide, un échange dynamique. J'ai proposé cette vision en arrivant : des unités de production. Les cinéastes l'on refusée. Mais je demeure convaincu qu'il faut des lieux d'échange.

— À mon avis, les studios régionaux (Acadie et Ontario) pourraient être ces lieux, des lieux de production, de réflexion et d'évolution. *C'est dans la marge, dans la minorité que palpète le désir d'une expression collective le plus fort.* Le cri de ralliement de l'heure, c'est de «faire faire» dans le privé, de favoriser «l'industrie» Après de beaux succès comme producteur dans le secteur privé, pourquoi avoir accepté d'être à la barre de ce que plusieurs considèrent comme une galère en perte ?

— Dans le privé, produire du cinéma, c'est un perpétuel recommencement; même quand on est un producteur reconnu. À l'ONF, si on a besoin de cinq jours de tournage supplémentaires, à cause d'une dimension importante dont on se priverait autrement, on peut le faire sans devoir consulter trois ou quatre intervenants.

Du côté de la fiction, les boîtes privées vont en faire de moins en moins. Le marché est si restreint; les gens vont se tourner vers la production en anglais. Il n'y a vraiment que la publicité, les quizz, les magazines et le *line-producing* pour les Américains qu'on peut honnêtement qualifier de productions privées. Autrement, il y a toujours des fonds publics d'investis.

Ici, nous avons mission de faire des films qui suscitent l'intérêt et le débat. J'aime le documentaire et il ne sera jamais rentable (sauf si tu veux faire l'histoire de Coca-Cola que tu vendras à toutes les télévisions du monde). La question fondamentale sera donc : est-ce que le peuple canadien veut des documentaires qui parlent des problèmes de notre société ?

Je rentre à Ottawa. Nous avons causé pendant près de deux heures et je vous en rapporte, pas nécessairement dans l'ordre, des petits moments choisis. Voyez-vous, je crois dur comme fer au documentaire d'auteur et c'est loin des couloirs désertiques de Montréal, dans mon petit coin marginal, provoquée par mon travail d'interprétation du réel, et carburant au souci de partager honnêtement les nuances et les émotions de cette rencontre, que je confirme, une fois de plus, ma foi en l'Office national du film.